

communes. Seulement elle n'est plus une véritable Chambre des communes et le Parlement a perdu son autorité étant donné que les députés qui représentent les circonscriptions n'ont plus de pouvoir eux non plus. Le pouvoir, il est détenu par la trentaine de députés qui forment le cabinet. Pour emprunter comme pour dépenser, ils imposent la clôture. Ils ont recours à l'attribution de temps. Ils nient les pouvoirs du peuple. Ils veulent aujourd'hui emprunter près de 19 milliards sans même présenter de budget, de programme de dépenses, de justifications ou d'explications. Ils se contentent de nous dire qu'ils ont besoin d'argent étant donné que le cabinet estime qu'ils peuvent dépenser plus d'argent. Monsieur le Président, de citoyens, nous sommes réduits à l'état de sujets. On ne tient plus compte de l'avis du Parlement ou de celui des députés. C'est simplement l'avis du cabinet qui compte. Nous avons rétabli la monarchie. Nous sommes revenus à l'époque de Charles 1<sup>er</sup> et du «car tel est mon bon plaisir». Le cabinet se figure qu'il est investi d'un pouvoir suprême lui permettant de faire ce qu'il veut, de planter de jolies fleurs à Welland ou dans n'importe quelle autre localité, ou d'emprunter plus d'argent—19 milliards. C'est une très mauvaise excuse que le député de Welland nous propose aujourd'hui pour justifier le pouvoir d'emprunt de 19 milliards.

Il y a quelques années seulement, le vérificateur général estimait que le gouvernement avait perdu le contrôle des finances publiques. Plus récemment, il rappelait qu'il fallait non seulement s'inquiéter du gaspillage et des dépenses excessives du gouvernement, mais qu'il y avait également un véritable sous-gouvernement qui ne rendait aucun compte. Il voulait parler des sociétés de la Couronne. On en compte approximativement 480 qui sont la propriété exclusive ou partielle du gouvernement fédéral. Celui-ci possède 274 sociétés de la Couronne à 100 p. 100. Rien d'étonnant donc avec un tel chiffre, avec des sociétés de la Couronne qui n'ont aucun compte à rendre au comité des comptes publics, qui ne déposent jamais devant les comités et qui ne font pas l'objet d'une vérification, que le Parlement, établi pour surveiller les dépenses publiques, ait perdu tout pouvoir et que le peuple par voie de conséquence ait perdu tout pouvoir lui aussi. Or, c'est la Chambre des communes qui devrait détenir le pouvoir au nom du peuple. Au lieu de cela, nous avons un cabinet qui emprunte et dépense en invoquant la clôture, un cabinet qui croit avoir tous les droits et tous les privilèges.

Monsieur le Président, c'est là une insulte à notre histoire, une insulte à notre raison, une insulte à la vocation de notre institution et, surtout, une insulte à tous et à chacun des Canadiens d'un océan à l'autre, au droit sacré qu'ils ont de croire dans le pouvoir que leur confère la démocratie. Ce qui arrive, en fait, c'est que ce groupe de quelque 30 personnes, en face, a fait en sorte que notre dette soit maintenant sept fois supérieure à la dette par habitant en Amérique latine. Si nous sommes forts aujourd'hui, ce n'est que grâce aux ressources dont nous disposons et qui feraient l'envie de tout autre pays.

C'est ainsi, monsieur le Président, qu'ils hypothèquent l'avenir, qu'ils endettent les générations futures et cela, à la seule fin de pouvoir embellir aujourd'hui la ville de Welland.

### *Attribution de temps*

Si nous nous mettions à fabriquer les moteurs de notre économie . . .

**Le président suppléant (M. Corbin):** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais le temps qui lui était alloué est expiré.

**M. Jack Masters (Thunder Bay-Nipigon):** Monsieur le Président, je pourrais certes commencer par parler de l'embellissement de la ville de Welland, par dire pourquoi nous devons nous y intéresser, par expliquer pourquoi le gouvernement doit s'inquiéter des programmes d'emploi d'été qui permettront tout simplement à des jeunes de faire de l'aménagement paysager, de la peinture et de la rénovation.

L'orateur précédent a parlé d'un Canada s'étendant d'un océan à l'autre, mais il semble s'être en fait concentré sur une région en particulier du pays, sans penser à ce que représente le Canada dans son ensemble.

D'abord, c'est un pays jeune et en pleine croissance et, en tant que tel, il lui a fallu d'énormes investissements. Je crois, et c'est encore plus important, que nous avons besoin de l'argent que nous demandons aujourd'hui et qu'il nous faut l'obtenir vite, car cet argent doit être investi au plus tôt et pour de très bonnes raisons.

Si le Canada est ce qu'il est aujourd'hui c'est parce que nous avons su, à notre manière typiquement canadienne, trouver le moyen d'amener toutes nos régions à s'entraider, parce que nous nous sommes rendu compte que le succès reposait sur les efforts concertés de tous les Canadiens et sur l'interaction inévitable entre l'État et le secteur privé. Lorsque je regarde autour de moi, je ne vois pas que nous ayons si mal réussi, quels que soient les critères avec lesquels on en juge.

Pour revenir au programme d'emplois, que j'ai hâte de voir à nouveau lancé cet été dans le nord-ouest ontarien et dans tous les coins du pays, l'orateur précédent a dit que nous avions noyé les moteurs de l'économie. L'élément humain est la plus grande richesse d'un pays. Le député a parlé de notre très haut niveau d'instruction. Or, je ne vois pas ce qu'il y a de mal à mettre de l'avant un projet qui permette d'embellir le pays, un projet qui a une valeur esthétique, morale et pragmatique. Et un tel projet est d'autant plus opportun que le tourisme est l'une de nos principales industries. Pour que cette industrie prospère, il faut savoir flatter l'œil du touriste.

● (1650)

Je ne trouverais rien à redire à un programme qui fournirait une mesure d'aide à ceux de nos jeunes qui reprendront leurs cours à l'automne. Ce seront eux les gens instruits dont parle le député. Parce qu'ils seront encore plus instruits notre pays sera promis à un plus bel avenir.

J'espère donc qu'ils profiteront de leurs études pour se renseigner davantage sur la région où ils habitent que ce soit l'Alberta ou le sud-ouest de l'Ontario. On nous accuse souvent de manquer de formation. Je trouve, à mon grand regret, qu'on en manque aussi parfois à la Chambre. Je répète que pour être bien instruit il faut aussi connaître les diverses régions qui forment notre pays.